

UNIVERSITE OUAGA II

Centre d'Etudes, de Documentation
et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)

REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE AFRICAINE

SÉRIES ÉCONOMIE

Impact des conflits armés sur la santé des ménages en Côte d'Ivoire?

Tito Nestor TIEHI

**Analyse des déterminants de l'intensité énergétique
dans les pays membres de la CEMAC**

Hermann Clachel LEKENA & Mathias Marie Adrien NDINGA

**Dépenses publiques en infrastructures routières
et croissance économique au Burkina Faso**

Nouhoun Oumarou MAIGA & Soumaïlla BITIBALE

Analyse des déterminants de la consommation d'électricité au Mali

Mahamadou Beidaly SANGARE

**Qualité des institutions et flux entrants d'investissements
directs étrangers dans les pays d'Afrique subsaharienne ?**

Julien Ghislain MOUANDA MAKONDA

www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES.

Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur www.cedres.bf).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (68 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université Thomas SANKARA et dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web : www.cedres.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Pam ZAHONOGO, Université Ouaga II (UO2)

COMITE EDITORIAL

Pr Pam ZAHONOGO, UO2 Editeur en Chef

Pr Noel THIOMBIANO, Université Ouaga II

Pr Denis ACCLASATO, Université d'Abomey Calavi

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta Diop

Pr Eugénie MAIGA Université Norbert Zongo Burkina Faso

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université Marien N'Gouabi

Pr Omer COMBARY, Université Ouaga II

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh Anta Diop

Pr Charlemagne IGUE, Université d'Abomey Calavi

SECRETARIAT D'EDITION

Dr Samuel Tambi KABORE, UO2

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UO2

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UO2

Dr Kassoum ZERBO, Université Ouaga II

COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE

Pr Abdoulaye DIAGNE, UCAD (Sénégal)

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de Saint Louis

Pr Gilbert Marie Aké N'GBO Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo (Gabon)

Pr Mama OUATTARA, Université Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Idrissa OUEDRAOGO, Université Aube Nouvelle

Pr Kimséyinga SAVADOGO, Université Ouaga II

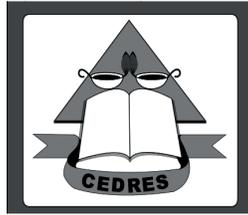
Pr Gnanderman SIRPE, Université Ouaga II

Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université d'Ottawa (Canada)

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, Université Ouaga II

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



www.cedres.bf

REVUE CEDRES-ETUDES

Revue Economique et Sociale Africaine

REVUE CEDRES-ETUDES N°69

Séries économie

1^{er} Semestre 2020

SOMMAIRE

Impact des conflits armés sur la santé des ménages en Côte d'Ivoire.....07

Tito Nestor TIEHI

**Analyse des déterminants de l'intensité énergétique
dans les pays membres de la CEMAC.....30**

Hermann Clachel LEKANA & Mathias Marie Adrien NDINGA

**Dépenses publiques en infrastructures routières et croissance
économique au Burkina Faso.....59**

Nouhoun Oumarou MAIGA & Soumaïla BITIBALE

Analyse des déterminants de la consommation d'électricité au Mali.....91

Mahamadou Beidaly SANGARE

**Qualité des institutions et flux entrants d'investissements directs
étrangers dans les pays d'Afrique subsaharienne.....122**

Julien Ghislain MAKONDA

Qualité des institutions et flux entrants d'Investissements Directs Étrangers dans les pays d'Afrique Subsaharienne

Julien Ghislain Mouanda Makonda

*Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Economiques de
l'Université Marien Ngouabi, membre du LARES.*

E-mail : ghisjulien@gmail.com

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser les effets de la qualité des institutions sur les flux entrants d'IDE dans les pays d'Afrique Subsaharienne. Pour tenir compte des dimensions spatio-temporelles, un modèle spatial dynamique est utilisé dans les quatre (04) sous-régions (Afrique Centrale, Afrique Australe, Afrique de l'Ouest et Afrique de l'Est). Les données utilisées sont extraites des bases de données de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et de la CNUCED. Les résultats obtenus montrent que la qualité des institutions n'a pas d'effets sur les flux entrants d'IDE en Afrique Centrale et Australe alors qu'en Afrique de l'Ouest et de l'Est, les institutions ont des effets sur les flux entrants d'IDE. En outre, les effets de débordement (captés par le coefficient d'interaction spatiale ρ) des flux entrants d'IDE d'un pays dans son voisinage sont positifs mais négligeables dans les quatre (04) sous-régions.

Ces résultats impliquent : i) la création d'un environnement institutionnel attrayant en Afrique Centrale et Australe ; ii) le renforcement du cadre institutionnel actuel en Afrique de l'Ouest et de l'Est et iii) l'accélération du processus d'intégration économique dans toute l'Afrique Subsaharienne. Ainsi, l'adhésion de ces pays à la zone de libre-échange continentale Africaine est une opportunité à saisir.

Mots-clés : Qualité des institutions, IDE, Modèle spatial, Afrique Subsaharienne.
Classification JEL : B52-F21-C21-O55

Abstract

The objective of this paper is to analyze the effects of the quality of institutions on FDI inflows in Sub-Saharan African countries. To take into account the spatio-temporal dimensions, a dynamic spatial model is used in the four (04) sub-regions (Central Africa, Southern Africa, West Africa and East Africa). The data used are extracted from the databases of the World Bank, the International Monetary Fund and UNCTAD. The results obtained show that the quality of institutions has no effect on FDI inflows in Central and Southern Africa, whereas in West and East Africa, institutions have an effect on FDI inflows. In addition, spillover effects (captured by the spatial interaction coefficient ρ) of a country's FDI inflows into its neighborhood are positive but negligible in the four (04) sub-regions.

These results imply: (i) the creation of an attractive institutional environment in Central and Southern Africa; (ii) the strengthening of the current institutional framework in West and East Africa; and (iii) the acceleration of the economic integration process throughout Sub-Saharan Africa. Thus, the accession of these countries to the African continental free trade area is an opportunity to be seized.

Keywords: Quality of institutions, FDI, Spatial model, Sub-Saharan Africa.

JEL classification : B52-F21-C21-O55

Introduction

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) ont fait l'objet dans les années 60 de méfiance (Yotopoulos, 1966 ; Amin, 1974 ; Kentor, 1998 ; Beer, 1999 ; Deblock, 2011). Mais depuis les années 90, cette méfiance a cédé la place à un regain d'intérêt pour cette épargne internationale, compte tenu de ses avantages tels que le transfert de technologies, de compétences, de capacités d'innovations et d'emploi. C'est ainsi qu'on constate depuis lors un développement spectaculaire de l'IDE. En effet, selon les statistiques de la CNUCED¹, les entrées mondiales d'IDE sont passées de 205 milliards de dollars en 1990 à 1297 milliards de dollars en 2018.

Cependant, on note une forte disparité de ces entrées en 2018. Ainsi, les pays développés ont reçu 42,9% des entrées mondiales, ceux en développement 54,43% et l'Afrique sub-saharienne 2,46%. La qualité des institutions est souvent citée actuellement dans la littérature pour expliquer ces disparités (Acemuglo et al., 2001 et 2002 ; Busse, 2003 ; Asiedu, 2003 ; Glaeser et al., 2004 ; Kinoshita, 2004 ; Alfaro et al., 2005 etc.).

Toutefois, et en ce qui concerne les effets des institutions sur les flux entrants d'IDE, on constate un manque d'unanimité tant sur le plan théorique qu'empirique.

Sur le plan théorique, les analyses s'orientent dans deux directions. D'une part, les analyses qui mettent en exergue les effets positifs des institutions sur les flux entrants d'IDE comme le soutiennent Basu et Srinivasan (2002), Caerano et Galego (2009), Kim (2010) et Adhikary (2011). En effet, argumentent-ils, la bonne gouvernance particulièrement y compris ses corollaires (la transparence et la crédibilité politique du pays à l'étranger), donnent aux investisseurs une évaluation claire des risques d'investissement et des différents coûts à supporter. Ce qui conduit à l'amélioration de la prévisibilité des réglementations et à la réduction des incertitudes qui encouragent in fine les investisseurs étrangers à investir.

D'autre part, les analyses qui soutiennent les effets négatifs ou ambigus des institutions sur les flux entrants d'IDE. A ce sujet, Mesghena (2005), Kolstad et Tondel (2002), Keefer et Knack (1995), Amighini et al. (2011) et Sanyal et Samanta (2008), affirment au contraire l'existence d'une

¹ Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (Rapport 2019 sur l'investissement dans le monde).

relation négative entre la qualité des institutions et les flux entrants d'IDE. Pour ces auteurs, la mauvaise gouvernance assimilée par exemple à l'instabilité politique et à la corruption, nuisent à l'environnement des affaires et par conséquent réduisent les flux entrants d'IDE. La corruption agit comme une taxe arbitraire et exerce une forme de pression sur les investisseurs étrangers, affectant ainsi négativement leur incitation à investir. Cependant, d'autres auteurs pensent que pour le cas précis de la corruption, ses effets sur les flux entrants d'IDE sont ambigus. Ceux-ci peuvent être négatifs dans certains cas et positifs dans d'autres. La corruption peut influencer positivement sur les flux entrants d'IDE en assouplissant les restrictions administratives et réglementaires. Bardhan (1997) montre que les pots de vin jouent le rôle d'accélérateur des procédures au sein de l'administration. Elle « lubrifie les mécanismes » ou « graisse les rouages » (Kaufman, 1997).

Sur le plan empirique, les résultats obtenus par les différents auteurs sont tout autant controversés. Asiedu (2003) dans une étude sur 22 pays d'Afrique subsaharienne conclut que la qualité des institutions (la stabilité politique et le faible degré de corruption) a un effet positif sur les flux entrants d'IDE. De même, Habib et Zurawicki (2001) dans leur étude portant sur les données en coupe transversale de 89 pays développés et en développement, trouvent un lien négatif entre la corruption et les flux entrants d'IDE. Cependant, Egger et Winner (2005) dans leur étude portant sur un panel de 73 pays développés et moins développés au cours de la période 1995-1999, trouvent au contraire une relation positive entre la corruption et les flux entrants d'IDE.

Au regard des disparités sur la dynamique des flux entrants d'IDE et des controverses tant théoriques qu'empiriques sur les effets des institutions sur les flux entrants d'IDE, *le présent papier s'interroge sur les effets de la qualité des institutions sur les flux entrants d'Investissements Directs Etrangers dans les pays d'Afrique Subsaharienne.*

Deux raisons justifient le choix de l'Afrique subsaharienne : i) la persistance des controverses quant aux résultats des études qui y sont menées et ii) la baisse tendancielle des flux entrants d'IDE dans la sous-région.

En sus de la section introductive, ce travail est structuré en six (6) sections : Dans la deuxième, il est présenté un aperçu sur l'évolution des flux entrants d'IDE et de l'indice de la qualité des institutions dans les pays

d'Afrique Subsaharienne. La troisième section est consacrée à la revue de la littérature. La méthodologie est abordée dans la quatrième section. La cinquième section porte sur la présentation, l'analyse et l'interprétation des résultats. La sixième section est consacrée à la conclusion et aux implications de politique économique.

2. Evolution des flux d'IDE et de l'indice de la qualité des institutions dans les pays d'Afrique Subsaharienne

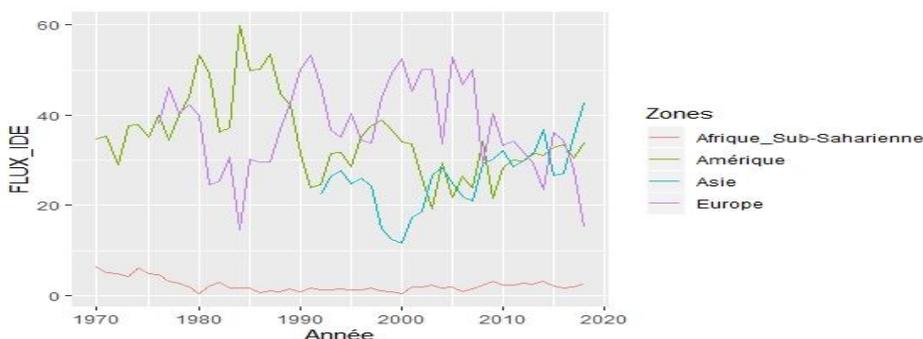
2.1. Evolution des flux d'IDE entrants

L'évolution des flux d'IDE entrants va être analysée en deux temps : dans un premier temps, une comparaison va être faite avec les flux entrants dans les principaux continents et dans un deuxième, une comparaison à l'intérieur des différentes sous régions d'Afrique subsaharienne. L'intérêt d'une telle démarche réside en la mise en exergue des écarts éventuels.

2.1.1. Flux entrants d'IDE en Afrique Subsaharienne et dans le monde

Pour avoir une meilleure lisibilité des disparités sur l'évolution des flux entrants d'IDE, il est de bon à loi de se servir d'un graphique retraçant les différentes évolutions dans les différentes parties du monde pour la période allant de 1970 à 2019.

Graphique1 : Évolution des flux entrants d'IDE en pourcentage des flux mondiaux



Source : Auteur, extrait des données de la CNUCED

L'évolution de ces flux sur toute la période sous revue montre que l'Afrique Subsaharienne demeure la région la moins attractive comparativement aux trois autres zones. En effet, pendant que les flux entrants d'IDE oscillent entre 10 et 60% dans les trois autres zones, ceux-ci sont largement en dessous de 10% en Afrique Subsaharienne. Les niveaux les plus élevés sont ceux enregistrés en 1970 (6,27%) et en 1974 (6,06%).

Depuis les années 80, les flux entrants d'IDE en Afrique Subsaharienne ont rarement atteint les 3% des flux mondiaux. Cependant, l'Amérique et l'Europe sont des zones les plus attractives jusqu'en 2015, alors que l'Asie a pris le relais depuis 2017 avec un record de 42,69% en 2018. Par ailleurs, et contrairement aux autres zones où l'évolution des flux entrants d'IDE demeure erratique, en Afrique Subsaharienne cette évolution laisse apparaître trois sous périodes : de 1970 à 1980, les flux entrants d'IDE ont une tendance baissière avec un niveau de flux plus bas (0,45%) atteint en 1980. Les chocs pétroliers successifs de cette période expliquent en partie cette configuration.

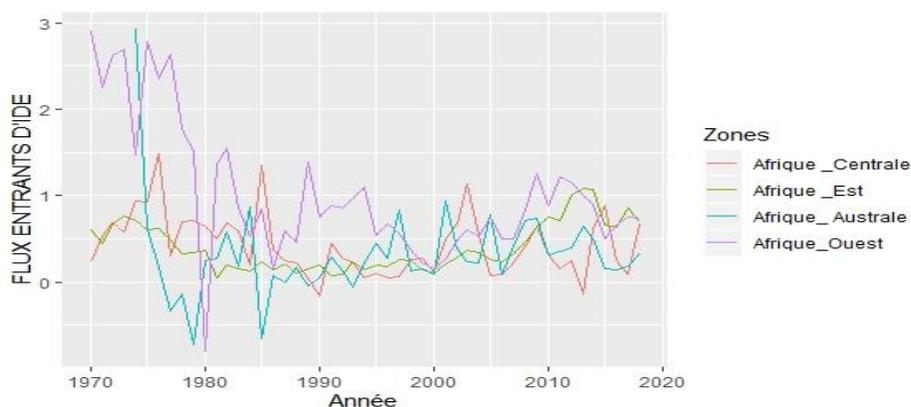
De 1980 à 2000, les flux entrants varient peu ; les bouleversements politiques observés (la chute du mur de Berlin en particulier) sur l'échiquier international peuvent expliquer le tassement des flux. Enfin, depuis 2000, les flux entrants d'IDE ont une tendance haussière nonobstant la baisse observée en 2015; l'évolution des cours des matières premières dont ces pays sont en majorité exportateurs en est l'un des facteurs explicatifs.

On remarque par ailleurs une forte disparité des flux entrants d'IDE en Afrique Subsaharienne comme l'indiquent les graphiques ci-dessous.

2.1.2. Flux entrants d'IDE en Afrique Subsaharienne en pourcentage des flux mondiaux

Pour procéder à l'examen de l'évolution des flux d'IDE entrant en pourcentage des flux mondiaux, il est indispensable de les représenter dans un graphique sur la période allant de 1970 à 2019 pour les quatre (4) zones que sont l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale.

Graphique 2 : Présentation de l'évolution des flux entrants d'IDE en Afrique Subsaharienne (en pourcentage des flux mondiaux)



Source : Auteur, extrait des données de la CNUCED

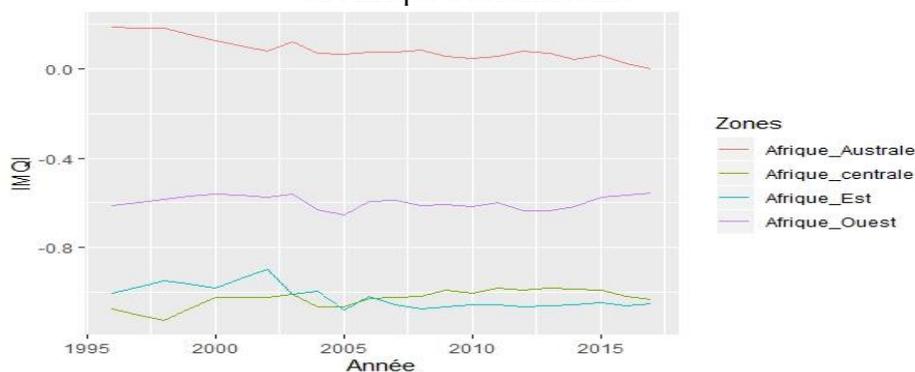
La lecture de ce graphique montre en filigrane la forte disparité entre les différentes sous régions d'Afrique Subsaharienne. En effet, dans l'ensemble de la période d'analyse, seule l'Afrique de l'Est a enregistré des flux positifs. Pendant que la tendance des flux est baissière en Afrique de l'Ouest, de l'Est et Australe de 1970 à 1980, cette tendance est dans l'ensemble haussière en Afrique Centrale.

De 1980 à 2000, l'évolution des flux est irrégulière dans les quatre sous régions. Ces flux oscillent entre -0,5 et 1,5% en Afrique Centrale, 0 et 0,5% en Afrique de l'Est, -1 et 1% en Afrique Australe, entre -1 et 1,5% en Afrique de l'Ouest. L'Afrique de l'Ouest attire plus d'IDE, suivie par l'Afrique Centrale et Australe. L'Afrique de l'Est vient en dernière position. De 2000 à 2018, l'évolution de ces flux présente une tendance haussière dans les quatre sous régions. Cependant, les flux en Afrique de l'Est et de l'Ouest sont plus importants que ceux enregistrés en Afrique Centrale et Australe. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les différentes évolutions des flux entrants d'IDE dont nous venons de faire état. En sus des facteurs traditionnels (comportement des firmes multinationales, conditions macroéconomiques du pays hôte...), la littérature récente épingle de plus en plus la qualité des institutions. D'où l'importance d'apprécier également l'évolution de l'indice de la qualité des institutions en Afrique Subsaharienne.

2.2. Évolution de l'indice de la qualité des institutions

L'évolution de la situation relative à la qualité des institutions est présentée dans le graphique ci-après :

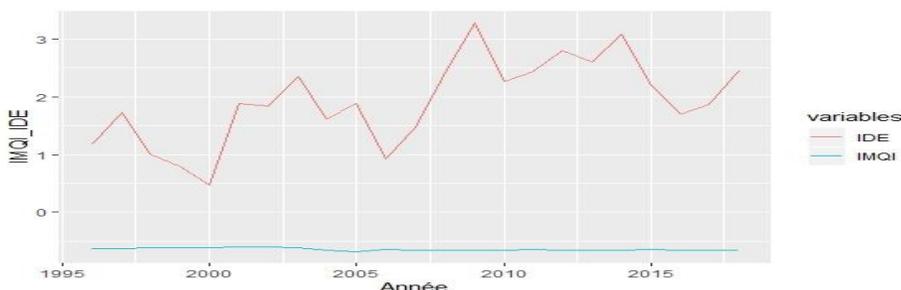
Graphique 3 : Évolution de l'indice moyen de la qualité des institutions en Afrique Subsaharienne



Source : Auteur, extrait des données de WGI

Ce graphique montre que dans les quatre sous régions qui composent l'Afrique Subsaharienne, seule l'Afrique Australe a un indice moyen positif sur toute la période. Ce qui renseigne d'une qualité des institutions certes pas meilleure mais acceptable dans cette sous-région. L'Afrique de l'Ouest vient en second lieu avec un indice moyen variant entre -0,8 et -0,4. La qualité des institutions en Afrique de l'Ouest n'est pas bonne. L'Afrique Centrale et de l'Est viennent en dernière position avec des indices moyens oscillant entre -1,2 et -0,8. Dans ces sous-régions, la qualité des institutions n'est pas aussi meilleure. En tenant compte uniquement du seul facteur institutionnel, on est tenté d'affirmer que l'Afrique Australe qui a un indice moyen positif comparativement aux autres sous-régions est plus attractive. Mais, l'évolution des flux entrants dans les différentes zones contraste avec l'évolution de l'indice moyen de la qualité des institutions. Il nous paraît intéressant d'apprécier globalement l'évolution des flux d'IDE et de l'indice de la qualité des institutions en Afrique Subsaharienne comme l'indique le graphique ci-après :

Graphique 4 : Evolution des flux entrants d'IDE en pourcentage des flux mondiaux et de l'indice moyen de la qualité des institutions en Afrique Subsaharienne de 1996 à 2018



Source : Auteur, extrait des données de la CNUCED et de WGI

Ce graphique confirme l'appréciation faite plus haut. En effet, hormis la sous période 2003-2005 où les deux courbes ont tendance à évoluer dans le même sens, pour le reste des années, la tendance des flux entrants d'IDE est croissante et fortement fluctuante alors que l'indice de la qualité des institutions a une évolution quasi constante et en dessous de -0,5. Bien que la qualité des institutions ne soit pas bonne, les flux entrants d'IDE en Afrique Subsaharienne dans son ensemble n'ont cessé d'augmenter. Ce qui nous conduit à explorer la littérature traitant du lien entre les flux entrants d'IDE et la qualité des institutions.

3. Revue de la littérature

Les institutions selon North (1994) désignent « les contraintes conçues par les humains et qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales. Elles sont constituées des institutions formelles (règles formelles) et des institutions informelles (contraintes informelles) et leur mise en application ».

Les effets des institutions sur les Investissements Directs Etrangers ont fait l'objet d'une multitude de réflexions et de travaux. Cependant, on constate un manque d'unanimité tant sur le plan théorique qu'empirique.

3.1. Revue théorique

On distingue deux groupes d'auteurs en ce qui concerne la littérature relative aux effets des institutions sur les flux entrants d'IDE. D'une part, des auteurs qui mettent en exergue les effets positifs des institutions sur les flux entrants d'IDE et d'autre part, ceux qui soutiennent les effets négatifs

ou ambigus des institutions sur les flux entrants d'IDE. S'agissant du premier groupe, Michalet (1997) montre que la stabilité politique et l'absence de violence exercent un effet positif sur les flux entrants d'IDE orientés dans les secteurs manufacturiers et des services. En effet, en créant un environnement favorable, la stabilité politique conduit à la réduction du risque pays et garantit en partie la prévisibilité de la rentabilité des projets d'investissement. Globerman et Shapiro (2003), Drabek et Payne (2001) et Smith (2001) mettent en avant l'importance de l'environnement juridique (état de droit, protection des droits de propriété et réglementation). Ces auteurs affirment qu'un bon environnement juridique influe positivement sur l'IDE. Ainsi, la protection des droits de propriété constitue une espèce d'assurance pour les firmes étrangères de bénéficier des retombées de leurs efforts dans le temps. Sans cette assurance, les investisseurs ne prendraient pas des risques à investir. De même, l'existence d'un état de droit et le respect de la réglementation mettent en confiance l'investisseur quant au règlement objectif d'un éventuel litige dans l'exercice de ses activités ; ce qui l'inciterait à investir.

En ce qui concerne le deuxième groupe d'auteurs, ceux-ci mettent l'accent sur la mauvaise qualité des institutions. Emery et al. (2000) et Nkendah (2007) soutiennent que les procédures administratives lourdes et complexes peuvent influencer négativement sur les flux entrants d'IDE. En effet, la complexité des procédures administratives pour installer une entreprise et faire des affaires engendre des coûts supplémentaires à l'installation, réduisant ainsi le profit que l'investisseur espère tirer. Aussi, Smarzynska (2006) montre-t-il que les contraintes administratives associées à la corruption exercent un effet négatif sur les flux entrants d'IDE à fort contenu technologique. Il l'explique par le fait que dans un pays où les contraintes administratives sont importantes et la corruption fortement répandue, les négociations avec les officiels sont moins transparentes et coûteuses pour les investisseurs étrangers. En s'associant avec les investisseurs locaux, ceux-ci peuvent espérer diminuer les coûts de transaction avec les risques de fuites technologiques. Par ailleurs, la qualité des institutions a des effets ambigus ou contradictoires sur les flux entrants d'IDE. Ainsi, selon Egger et Winner (2006), la corruption peut d'une part, influencer négativement sur les flux entrants d'IDE dans la mesure où elle constitue un coût supplémentaire qui grève les profits des investisseurs étrangers. Et d'autre part, la corruption peut avoir un effet positif sur les flux entrants d'IDE. En effet, argumentent-ils, dans un pays où le Gouvernement est inefficace et les procédures administratives

complexes, la corruption accélère le processus bureaucratique en facilitant l'obtention par les investisseurs étrangers des autorisations nécessaires pour démarrer leurs projets dans peu de temps. Aussi, Bardhan (1997) soutient-il que la corruption génère un gain de temps d'attente. Un autre effet contradictoire est à noter en ce qui concerne l'instabilité politique. En générale, l'instabilité politique exerce un effet négatif sur les flux entrants d'IDE à stratégies horizontale et verticale (Collier et Gunning, 1999). A contrario, l'instabilité politique peut influencer positivement sur les flux entrants d'IDE à stratégie primaire (Quer et al., 2012 ; Kolstad et Wiig, 2012). En effet, en période d'instabilité politique, les différentes institutions (Gouvernement, Parlement, Justice...) s'attèlent beaucoup plus à régler les différends entre les acteurs politiques. Le respect des contrats, conventions et normes environnementales par les multinationales est relégué au second rang. Celles-ci peuvent donc exploiter à leur guise les matières premières. D'où le lien positif entre l'instabilité politique et les flux entrants d'IDE. Ce survol théorique nous conduit à examiner les évidences empiriques.

3.2. Revue empirique

Les controverses relevées sur le plan théorique nous conduisent à distinguer les travaux mettant en exergue l'effet positif de ceux ayant abouti à l'effet négatif des institutions sur les flux entrants d'IDE. En ce qui concerne les travaux ayant conclu en l'effet positif des institutions sur les flux entrants d'IDE, Gastanaga et al. (1998) analysant ce lien, trouvent que des faibles niveaux de corruption et de risque politique associés à une meilleure application des contrats engendrent d'importants flux entrants d'IDE. De même, Anyanwu et Yaméogo (2015) et Okafor (2015) concluent au terme de leur étude que les bonnes pratiques démocratiques dans le pays d'accueil ont des effets positifs sur les flux entrants d'IDE. Buchanan et al. (2012), Ongo Nkoa et Song (2017) en utilisant les données de panel de 164 pays de 1996 à 2012, montrent que la bonne qualité des institutions a un effet positif et significatif sur les flux entrants d'IDE. Gani (2007) étudie le lien entre état de droit et flux entrants d'IDE en considérant un panel de 72 pays d'Asie et d'Amérique latine. En utilisant la méthode des moments généralisés en système, ce dernier conclut que l'état de droit agit positivement sur les flux entrants d'IDE. De même, Gliberman et Shapiro (2002) et Dauti (2015) ont étudié l'effet de la réglementation sur les flux entrants d'IDE respectivement dans les pays en

développement et en Europe du sud-est. Ces auteurs trouvent un effet positif de la réglementation sur les IDE. Enfin, Morrissey et Udom (2012), Lipsey et Sjöholm (2010), Busse et Héféker (2007) ont respectivement analysé les effets de la stabilité politique, de l'efficacité du Gouvernement et de la liberté d'expression sur les IDE dans les pays en développement. Ils trouvent que ces composantes de la qualité de la gouvernance agissent positivement sur les flux entrants d'IDE.

Quant aux travaux prouvant l'effet négatif des institutions, Gankou et al. (2016), Okafor (2015), Adams et Opoku (2015) et Kim (2010) constatent dans leurs études que les pays ayant un bas niveau de gouvernance et de démocratie ont des entrées d'IDE plus faibles que ceux qui ont plus de droits politiques. Wang et Swain (1995) trouvent dans leur étude sur les pays en développement que l'instabilité politique et la corruption agissent négativement sur les flux entrants d'IDE. De même, Jose et Ling Liu (2015), examinant la relation entre la corruption et l'IDE dans les pays en développement, concluent que la corruption exerce un effet négatif sur les IDE. Lederman et al. (2010) apprécient la nature du lien entre état de droit, efficacité du Gouvernement et les IDE en Afrique australe. Ils concluent que ces deux composantes influent négativement sur les flux entrants d'IDE. Edwards quant à lui, trouve dans son étude sur les pays en développement que la stabilité politique a un effet négatif sur les flux d'IDE. Enfin, Blonigen et Piger (2011) dans leur étude sur les pays de l'OCDE² montrent que la réglementation constitue une entrave aux flux d'IDE.

La revue que nous venons de faire nous conduit à tirer deux (2) enseignements :

Le premier est d'ordre théorique et empirique et porte sur la persistance des controverses quant aux effets des institutions sur les flux entrants d'IDE ;

Le deuxième est d'ordre méthodologique et a trait à la non prise en compte de la notion d'espace dans l'analyse des effets des institutions sur les flux d'IDE dans les pays d'Afrique Subsaharienne. En effet, conformément au plan d'action de Lagos de 1980, ces pays sont regroupés dans des sous-ensembles sous tendus par des institutions et politiques sous régionales. Dès lors, la proximité (géographique ou institutionnelle) des pays ne peut

² Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

plus être ignorée lorsqu'on tente d'expliquer économiquement ou économétriquement un phénomène particulier. L'apport de cet article réside en la prise en compte de cette proximité.

4. Méthodologie

Notre approche méthodologique est structurée en quatre (04) points : la procédure d'estimation, la spécification du modèle, la présentation des variables et le test d'autocorrélation spatiale.

4.1. Procédure d'estimation

L'estimation de l'effet des institutions sur les flux entrants d'IDE se fait à travers quatre (04) panels représentant les quatre (04) sous régions de notre champ d'étude à savoir l'Afrique Centrale, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est³. La raison essentielle est qu'une telle démarche permet de relever les spécificités relatives à chaque sous-région.

4.2. Spécification du modèle

Dans la littérature, les facteurs explicatifs des flux entrants d'IDE sont répartis en deux grandes catégories : les facteurs économiques et institutionnels. Selon Kinda (2010), la décision d'investir dans un pays étranger dépend fondamentalement du retour attendu sur investissement ou encore du profit qu'on espère en tirer. Le profit (Π) est la différence entre les recettes totales (RT) et le coût total (CT). La forme fonctionnelle est : $\Pi = f(P, Q, CT)$, (1).

Avec $CT = CI + CO + CH$; $d\Pi/dP, d\Pi/dQ > 0$ et $d\Pi/dCI, d\Pi/dCO, d\Pi/dCH < 0$.

³ Afrique Centrale : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Rwanda, République Démocratique du Congo, Tchad ;

Afrique de l'Ouest : Benin, Burkina Faso, Cap Vert, Cote d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Togo ;

Afrique Australe : Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique Namibie, Zambie, Zimbabwe.

Afrique de l'Est : Ethiopie, Kenya, Ouganda, Soudan, Tanzanie.

P = prix de la production (Q) déterminé sur le marché ; CT= coût total ; CI = coût des intrants (coût de la main d'œuvre, du terrain, des matières premières...);

CO = coûts de fonctionnement (coûts financiers, coûts en temps, les coûts de transaction et de transport) ; CH = coût caché (différence entre les coûts en temps et en argent déclaré par le gouvernement et le temps et l'argent effectivement payés par l'investisseur. Les variables qui déterminent le profit, déterminent également l'afflux des IDE dans un pays; d'où la forme réduite $IDE = f(P, Q, CT)$ (2). Autrement, $IDE_{it} = f(P, Q, CI, CO, CH)$ (3). En tenant compte de la revue de la littérature, nous retenons deux catégories de variables explicatives (institutionnelles⁴ et économiques) que sont : voix et responsabilité (VR), stabilité politique (SP), efficacité gouvernementale (EG), qualité de la réglementation (QR), règles et lois (RL), contrôle de la corruption (CC), le produit intérieur brut par habitant (PIB_H), la formation brute du capital fixe (FBCF), le degré d'ouverture (DO) et les IDE retardés d'une période ($IDE(-1)$). En s'inspirant des travaux de Kinda (2010), La forme implicite de notre modèle est la suivante :

$IDE = f(VR, SP, EG, QR, RL, CC, PIB_H, FBCF, DO, IDE(-1))$. La formulation explicite en données de panel est telle que: $IDE_{it} = \beta_0 + \beta_1 VR_{it} + \beta_2 SP_{it} + \beta_3 EG_{it} + \beta_4 QR_{it} + \beta_5 RL_{it} + \beta_6 CC_{it} + \beta_7 PIB_H_{it} + \beta_8 FBCF_{it} + \beta_9 DO_{it} + \beta_{10} IDE(-1)_{it} + \varepsilon_{it}$ (4).

Cette équation va être estimée dans les quatre (04) panels décrits plus haut. Nos données couvrent la période 1996 à 2018, soit 23 ans. Elles proviennent des bases de données de la CNUCED et de la Banque Mondiale. Par ailleurs, l'utilisation des données de panel nécessite la détermination de la nature (homogène ou hétérogène) du processus générateur des données. Le test de Hsiao (1986) appliqué sur les quatre (04) panels donne les résultats ci-après :

⁴ Il s'agit de l'indice global de gouvernance capté par ses six (06) dimensions (Kaufman et al. 1999)

Tableau 1. Tests Hsiao de spécification du modèle

Panel s	Différentes étapes du test			Nature panel	Spécificati on	
	Hypothèse s	Stat. Fisher	P-value			
Afrique Centrale	$H_0^1 : \alpha_i = \alpha$ $\beta_i = \beta \forall i$	F ₁ = 2,3829	P ₁ =2,97e- 06	Homogène partielleme nt	$Y_{it} = \alpha_i +$ $X_{it}\beta + \varepsilon_{it}$	
	$H_0^2 : \beta_i = \beta$ $\forall i$	F ₂ = 1,1782	P ₂ =0,201 06			Modèle à effets individuels
	$H_0^3 : \alpha_i = \alpha$ $\forall i$	F ₃ = 2,3778	P ₃ =1,08e- 15			
Afrique de L'Ouest	$H_0^1 : \alpha_i = \alpha$ $\beta_i = \beta \forall i$	F ₁ =3,64 14	P ₁ =7,481 e-17	Homogène partielleme nt	Y_{it} = α_i + $X_{it}\beta$ + ε_{it}	
	$H_0^2 : \beta_i = \beta$ $\forall i$	F ₂ = 2,7415	P ₂ =0,116 81			Modèle à effets individuels
	$H_0^3 : \alpha_i = \alpha$ $\forall i$	F ₃ = 6,9736	P ₃ = 1,525e-12			
Afrique Australe	$H_0^1 : \alpha_i = \alpha$ et $\beta_i = \beta$ $\forall i$	F ₁ = 5,2069	P ₁ = 2,495e-14	Homogène partielleme nt	Y_{it} = α_i + $X_{it}\beta$ + ε_{it}	
	$H_0^2 : \beta_i = \beta$ $\forall i$	F ₂ = 3,5688	P ₂ =0,356 1			Modèle à effets individuels
	$H_0^3 : \alpha_i = \alpha$ $\forall i$	F ₃ = 10,1314	P ₃ = 1,535e-10			

l'Est	$H_0^1 : \alpha_i = \alpha$	$F_1 =$	$P_1 =$	Homogène partielleme nt	Y_{it} $= \alpha_i$ $+ X_{it}\beta$ $+ \varepsilon_{it}$
	et $\beta_i = \beta$	4,9736	5,751e-09		
	$\forall i$				
Afrique de	$H_0^2 : \beta_i = \beta$	$F_2 =$	$P_2 =$	Modèle à effets individuels	
	$\forall i$	3,0519	0,5142		
l'Est	$H_0^3 : \alpha_i = \alpha$	$F_3 =$	$P_3 =$	Modèle à effets individuels	
	$\forall i$	12,8617	1,687e-08		

Source : Auteur, à partir des résultats obtenus sur Stata 14

4.3. Présentation des variables

Cette présentation est faite en distinguant, dans un premier temps, la variable expliquée et dans un deuxième temps, les variables explicatives

4.3.1. Variable expliquée

IDE : Investissements directs étrangers. Cette variable représente les flux nets d'IDE entrants exprimés en pourcentage du produit intérieur brut. Elle permet en outre de capter l'importance des flux financiers étrangers par rapport à la production intérieure.

4.3.2. Variables explicatives

Dans les variables explicatives, il y a tout d'abord, les variables d'intérêt et, ensuite, les variables de contrôle

4.3.2.1. Variables d'intérêt

VR : Voix et responsabilité. Cette variable mesure les droits politiques, civils et les droits de l'homme. Elle traduit par ailleurs la capacité des dirigeants à écouter et à rendre compte ; la possibilité pour les citoyens de choisir leurs dirigeants, de jouir des droits politiques et civils et l'existence d'une presse indépendante. Plus les droits de l'homme sont respectés et que les dirigeants sont astreints à rendre compte, plus le climat des affaires s'appécie et exerce un effet positif sur les flux entrants d'IDE. Le signe attendu de cette variable est positif ($\beta_1 > 0$);

SP : Stabilité politique. Cette variable traduit l'absence des conflits dans le pays hôte. Les résultats des études empiriques sont mitigés quant au signe de cette variable. Le signe peut être positif si les FMN optent pour une stratégie horizontale ou verticale, il peut être par contre négatif si les FMN optent pour une stratégie primaire. Une explication dans ce cas est à rechercher dans la désorganisation d'un Etat en conflit qui ne peut exercer le contrôle sur ses ressources ; ce qui facilite l'exploitation à grande échelle de celles-ci par les FMN. Ce cas précis a fait l'objet de vérifications empiriques dans certains pays d'Afrique sub-saharienne en proie à des conflits, en particulier armés. On a ($\beta_2 > 0$ ou $\beta_2 < 0$);

EG : Efficacité gouvernementale. Elle mesure la compétence de la bureaucratie, la qualité de la prestation du service public et l'indépendance politique de la fonction publique. Le renforcement de l'efficacité gouvernementale est un ferment important à l'amélioration du climat des affaires et par ricochet aux flux d'IDE. Le signe attendu est positif ($\beta_3 > 0$);

QR : Qualité des règles. Cette variable mesure l'incidence de politiques non favorables au marché. En d'autres termes, elle apprécie l'absence relative de réglementation par l'État des marchés de produits, du système bancaire et du commerce extérieur. Cette absence de réglementation étatique encourage l'initiative privée et par conséquent exerce un attrait sur les flux entrants d'IDE. Le signe attendu est négatif ($\beta_4 < 0$);

RL : Règles et lois. Cette variable mesure la qualité de la mise en application des contrats, protection des personnes et des biens contre la violence et le vol, l'indépendance et l'efficacité du pouvoir judiciaire. L'indépendance du pouvoir judiciaire dans un pays rassure les investisseurs quant au respect sans faille des contrats en général et en particulier le respect du code des investissements. L'appréciation du score de cette variable dans un pays (toutes choses égales par ailleurs), favorise les flux entrants d'IDE. Le signe attendu de cette variable est positif ($\beta_5 > 0$);

CC : Contrôle de la corruption. Cette variable traduit la qualité de la gouvernance du pays hôte. Plus le contrôle est efficace, plus les flux d'IDE entrants sont importants car ceux-ci ne font pas bon ménage avec la corruption. D'après la littérature, le signe de cette variable est positif ($\beta_6 > 0$).

4.3.2.2. Variables de contrôle

PIB_H : Produit intérieur brut par habitant. Cette variable traduit le pouvoir d'achat de la population et représente la taille du marché. D'après la littérature, le signe attendu est positif ($\beta_7 > 0$) ;

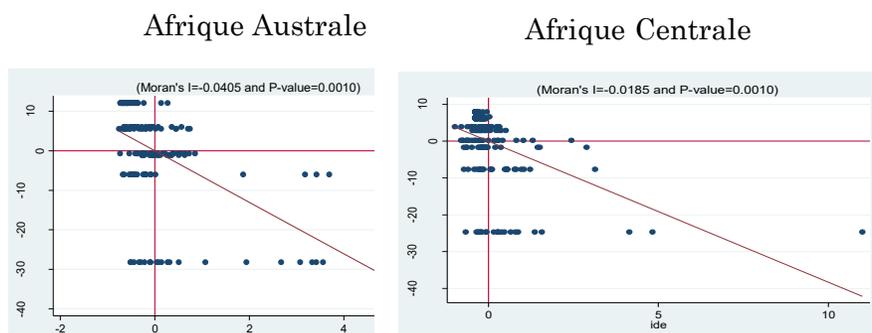
FBCF : Formation Brute du Capital Fixe (en pourcentage du PIB). Cette variable est prise en compte pour traduire les effets de complémentarité entre capital étranger et capital national. Le signe attendu n'est pas déterminé a priori. Un signe positif traduit la contribution de l'IDE à l'accumulation de ce dernier. Un signe négatif au contraire traduit l'existence d'un effet de substitution. Le signe attendu est tel que : $\beta_8 > 0$ ou $\beta_8 < 0$;

DO : Degré d'ouverture. Cette variable représente le degré d'ouverture de l'économie. Il est la somme des exportations et des importations rapportées au PIB. Il est exprimé en pourcentage. Un taux d'ouverture élevé attire les investisseurs parce qu'ils peuvent facilement importer les biens d'équipement et écouler leurs produits. Le signe attendu du coefficient de cette variable est positif ($\beta_9 > 0$) ;

IDE(-1) : Investissement direct étranger décalé d'une période. Cette variable traduit l'influence que les IDE de l'année passée exercent sur ceux de l'année présente. En effet, l'existence des IDE dans un pays rassure les investisseurs qui souhaitent s'y installer ; possibilités de partenariat, d'échanges d'informations etc. Le signe attendu de cette variable est positif ($\beta_{10} > 0$).

4.4. Test d'autocorrélation spatiale

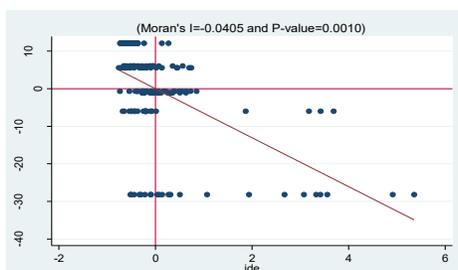
L'utilisation d'un modèle spatial est sujette de prime à bord à l'existence d'une autocorrélation spatiale de la variable dépendante ; l'autocorrélation



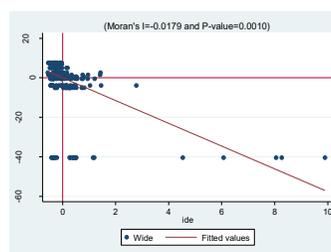
spatiale désignant l'absence d'indépendance entre observations voisines. Cette absence d'indépendance est d'autant plus forte que les localisations sont plus proches (Tobler, 1970). Le test de Moran (1950) que nous utilisons est sous tendu par l'hypothèse nulle (absence d'autocorrélation spatiale) contre l'hypothèse alternative (présence d'autocorrélation spatiale). La règle de décision consiste à rejeter l'hypothèse nulle si la probabilité relative à cet indice est inférieure au seuil critique. Les différents diagrammes de Moran relatifs aux quatre (04) panels sont les suivants :

Source : Auteur, à partir des estimations sur STATA 14.

Afrique de l'Est



Afrique de l'Ouest



Source : Auteur, à partir des estimations sur STATA 14.

Ces diagrammes dans leur ensemble mettent en évidence l'existence d'une autocorrélation spatiale négative des flux entrants d'IDE dans les quatre (04) sous-régions car les différentes p-values sont inférieures au risque d'erreur de 1%. Dans pareil cas, un modèle spatial⁵ peut être envisagé.

⁵ Les principaux modèles sous forme vectorielle sont : modèle spatial de Durbin **SDM** ($y = \rho wy + x\beta + wx\theta + \mu + \varepsilon$), le modèle à erreurs spatiales **SEM** ($y = x\beta + \mu + v; v = \lambda wv + \varepsilon$); le modèle spatial autorégressif **SAR** ($y = \rho wy + x\beta + \mu + \varepsilon$); ρ et λ mesurent le degré de dépendance de la variable et w la matrice de poids utilisée..

5. Présentation, analyse et interprétation des résultats

5.1. Présentation et analyse des résultats

L'estimation du modèle dynamique SDM a permis d'obtenir les résultats suivants :

Tableau 2 : Résultats des estimations du modèle dynamique SDM

Variables	Afrique		Afrique	
	Australe	Centrale	Est	Ouest
X				
IDE1.	0,79 (15,70)***	-0,42 (-12,35)***	-0,14 (-1,49)	-0,13 (-2,37)**
WIDE1.	0,13 (0,76)	-0,04 (-0,63)	0,14 (0,53)	0,55 (2,38)**
VR	0,68 (0,33)	2,38 (0,40)	-1,37 (-0,74)	-7,28 (-2,38)**
SP	-0,32 (-0,29)	2,03 (0,89)	2,28 (2,57)**	3,81 (2,06)**

Variables	Afrique		Afrique		Afrique	
	Australe	Centrale	Est	Ouest	Afrique	Afrique
EG	0,09 (0,05)	1,45 (0,29)	-3,45 (-1,84)*	0,25 (0,06)		
QR	0,40 (0,24)	4,87 (0,93)	-1,42 (-0,73)	2,88 (0,63)		
RL	-3,31 (-1,00)	-14,79 (-2,29)**	3,38 (2,16)**	1,73 (0,37)		
CC	-1,061 (-0,40)	8,55 (1,31)	-3,59 (-2,37)**	4,47 (0,94)		
PIB_H	-0,0002 (-0,10)	-0,001 (-1,91)*	-0,007 (-1,41)	-0,01 (-1,66)*		
FBCF	-0,01 (-0,27)	0,58 (5,77)**	0,09 (1,80)*	0,26 (2,61)**		
DO	0,07 (2,50)**	0,20 (4,35)**	-0,04 (-1,39)	-0,08 (-3,37)**		
WX						

Variables	Afrique		Afrique		Afrique	
	Australe	Centrale	Est	Ouest	Est	Ouest
VR	-1,99 (-0,32)	10,09 (1,09)	3,34 (1,19)	7,06 (0,75)		
SP	5,86 (2,48)**	-4,58 (-1,26)	-1,01 (-0,66)	2,48 (0,39)		
EG	4,30 (0,78)	-3,12 (-0,33)	2,39 (0,78)	1,42 (0,11)		
QR	-5,82 (-0,98)	11,39 (1,40)	1,09 (0,23)	12,07 (1,13)		
RL	7,71 (1,01)	-6,97 (-0,60)	-2,41 (-0,82)	-8,86 (-0,73)		
CC	-8,69 (-1,71)	14,15 (1,18)	2,75 (0,82)	-3,95 (-0,31)		
PIB_H	-0,01 (-2,20)**	-0,001 (-0,70)	-0,01 (-1,01)	-0,01 (-0,41)		
FBCF	-0,18	0,17	0,01	0,83		

Variables	Afrique Australe		Afrique Centrale		Afrique Est		Afrique Ouest	
	(-1,19)	(0,97)	(0,12)	(2,40)**				
DO	0,12	-0,10	0,10	0,006				
	(1,67)*	(-1,41)	(2,18)**	(0,07)				
ρ	0,07	0,001	0,20	0,0009				
	(0,50)	(0,02)	(1,37)	(0,01)				
R ² within	0,66	0,55	0,74	0,65				
R ² between	0,90	0,17	0,19	0,43				
R ² overall	0,72	0,54	0,63	0,54				
ET_CT								
VR	-0,73	13,55	1,84	0,54				
	(-0,11)	(1,18)	(0,66)	(0,05)				
SP	5,02	-2,87	0,85	5,90				
	(2,20)**	(-0,71)	(0,56)	(0,84)				
EG	4,28	-1,01	-0,84	2,19				

Variables	Afrique		Afrique		Afrique	
	Australe	Centrale	Est	Ouest	Est	Ouest
QR	(0,73) -5,48 (-0,92)	(-0,10) 16,01 (1,82)*	(-0,30) -0,03 (-0,01)	(0,15) 14,53 (1,29)	(-0,30) -0,03 (-0,01)	(0,15) 14,53 (1,29)
RL	4,19 (0,53)	-22,12 (-1,62)*	0,72 (0,26)	-7,38 (-0,55)	0,72 (0,26)	-7,38 (-0,55)
CC	-8,75 (-1,86)*	23,48 (1,65)*	-0,66 (-0,22)	1,18 (0,09)	-0,66 (-0,22)	1,18 (0,09)
PIB_H	-0,01 (-2,03)**	-0,003 (-1,36)	-0,01 (-1,62)*	-0,02 (-0,84)	-0,01 (-1,62)*	-0,02 (-0,84)
FBCF	-0,18 (-1,13)	0,75 (3,67)***	0,08 (0,66)	1,09 (2,04)**	0,08 (0,66)	1,09 (2,04)**
DO	0,18 (2,18)**	0,09 (1,16)	0,04 (1,25)	-0,07 (-0,72)	0,04 (1,25)	-0,07 (-0,72)
ET_LT						
VR	19,76	9,24	1,84	0,76	1,84	0,76

Variables	Afrique		Afrique		Afrique	
	Australe	Centrale	Est	Ouest	Afrique	Afrique
SP	(0,03)	(1,18)	(0,66)	(0,04)	(0,66)	(0,04)
EG	-2,22	-1,95	0,85	10,29	0,85	10,29
QR	(-0,00)	(-0,75)	(0,56)	(0,81)	(0,56)	(0,81)
RL	-24,06	-0,68	-0,84	3,81	-0,84	3,81
CC	(-0,02)	(-0,10)	(-0,30)	(0,15)	(-0,30)	(0,15)
PIB_H	-11,96	10,88	-0,03	25,59	-0,03	25,59
FBCF	(-0,01)	(1,83)*	(-0,01)	(1,23)	(-0,01)	(1,23)
	-85,27	-15,07	0,72	-12,87	0,72	-12,87
	(-0,03)	(-1,63)*	(0,26)	(-0,52)	(0,26)	(-0,52)
	-20,89	16,008	-0,66	2,06	-0,66	2,06
	(-0,01)	(1,65)	(-0,22)	(0,08)	(-0,22)	(0,08)
	-0,01	-0,002	-0,01	-0,05	-0,01	-0,05
	(-0,01)	(-1,37)	(-1,62)*	(-0,81)	(-1,62)*	(-0,81)
	0,24	0,51	0,08	1,94	0,08	1,94
	(0,02)	(3,67)***	(0,66)	(2,50)**	(0,66)	(2,50)**

Variables	Afrique		Afrique	
	Australe	Centrale	Est	Ouest
DO	0,66 (0,03)	0,06 (1,17)	0,04 (1,25)	-0,14 (-0,70)

Les chiffres entre parenthèses représentent les statistiques de student. (***) significatif à 1%, (**) significatif à 5%, (*) significatif à 10%.

Source : Auteur, à partir des estimations sur Stata 14.

Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, les variables retenues expliquent à plus de 50% les flux entrants d'investissements directs étrangers. En dehors de l'effet de voisinage (ρ) qui est positif mais non significatif pour toutes les sous régions, les effets des variables explicatives sont différenciés d'une sous-région à une autre. Ainsi, l'investissement direct retardé a un effet positif et significatif sur les flux entrants d'investissements directs étrangers en Afrique Australe alors que cet effet est négatif et significatif en Afrique Centrale et de l'Ouest et négatif non significatif en Afrique de l'Est. S'agissant des flux entrants d'investissements spatialement décalés et retardés, leurs effets sont positifs et non significatifs en Afrique Australe et de l'Est et négatifs non significatifs en Afrique Centrale. Par contre, cette variable a un effet positif et significatif en Afrique de l'Ouest.

Quant aux variables institutionnelles, et en ce qui concerne la composante voix et responsabilité, les effets sur les flux entrants d'IDE sont positifs et non significatifs en Afrique Australe et du centre, négatifs et non significatifs en Afrique de l'Est et négatifs et significatifs en Afrique de l'Ouest. L'effet de cette composante dans les pays voisins est négatif et non significatif en Afrique Australe tandis que celui-ci est positif et non significatif en Afrique Centrale, de l'Est et de l'Ouest. Les effets totaux à court terme sont négatifs et non significatifs en Afrique Australe et positifs et non significatifs en Afrique Centrale, de l'Est et de l'Ouest. Par contre à long terme cet effet est positif et non significatif pour toutes les sous-régions. Ces résultats en Afrique Australe et Centrale corroborent ceux de Kim (2010), Adams et Opoku (2015), Gankou et al. (2016).

Pour ce qui est de la stabilité politique, cette composante exerce un effet négatif non significatif sur les flux entrants d'IDE en Afrique Australe, positif non significatif en Afrique Centrale, positif et significatif en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les effets dans le voisinage ainsi qu'à court terme sont positivement significatifs en Afrique Australe. Ces résultats en Afrique de l'Est et de l'Ouest convergent avec ceux d'Asiedu (2003), Anyanwu (2015), Lipsey et Sjöholm (2010), Busse et Héféker (2007) et Kinda (2010). Par contre ceux-ci ne sont pas en phase avec les résultats de Djé (2008) qui dans le cadre du Nigéria a mis en exergue la réduction du risque politique qui a correspondu à une période de baisse des flux entrants d'IDE sur la période 1977-1984.

Quant à l'efficacité gouvernementale, cette composante exerce un effet positif non significatif sur les flux entrants d'IDE en Afrique Australe,

Centrale et de l'Ouest ; ce résultat converge en partie avec ceux de Daude et Stein (2007). Par contre en Afrique de l'Est, cet effet est négatif et significatif à 10%.

S'agissant de la qualité des règles, leur effet sur les flux entrants d'IDE est positif mais non significatif en Afrique Australe, Centrale et de l'Ouest. Cependant, cet effet est négatif et non significatif en Afrique de l'Est. Les effets totaux à court et à long terme sont négatifs et non significatifs en Afrique Australe et de l'Est, positifs et significatifs à 10% en Afrique Centrale et positifs et non significatifs en Afrique de l'Ouest. Ces résultats en Afrique de l'Est et en Afrique Australe, Centrale, de l'Ouest sont respectivement en phase et en opposition avec ceux d'Acemoglu et al., (2005).

Les règles et lois ont un effet négatif et non significatif sur les flux entrants d'IDE en Afrique Australe, un effet négatif et significatif en Afrique Centrale, un effet positif et significatif en Afrique de l'Est et un effet positif non significatif en Afrique de l'Ouest. Les effets totaux à court terme sont positifs et non significatifs en Afrique Australe et de l'Est, négatifs et significatifs à 10% en Afrique Centrale, négatifs et non significatifs en Afrique de l'Ouest. A long terme, ces effets sont négatifs non significatifs en Afrique Australe et de l'Ouest, toujours négatifs et significatifs en Afrique Centrale, positifs et non significatifs en Afrique de l'Est. Ces résultats en Afrique de l'Est et de l'Ouest, confirment ceux obtenus par Gliberman et Shapiro (2002). Cependant, les résultats obtenus en Afrique Australe et Centrale les contrarient.

Quant au contrôle de la corruption, ses effets sur les flux entrants d'IDE sont négatifs et non significatifs en Afrique Australe, négatifs et significatifs en Afrique de l'Est et positifs non significatifs en Afrique Centrale et de l'Ouest. Les effets totaux à court terme sont négatifs et significatifs à 10% en Afrique Australe, négatifs et non significatifs en Afrique de l'Est, positifs et significatifs en Afrique Centrale, positifs et non significatifs en Afrique de l'Ouest. A long terme par contre, ces effets sont négatifs et non significatifs en Afrique Australe et de l'Est, positifs et non significatifs en Afrique Centrale et de l'Ouest. Les résultats obtenus sont en phase avec ceux de Lederman et al. (2010), Wang et Swain (1995).

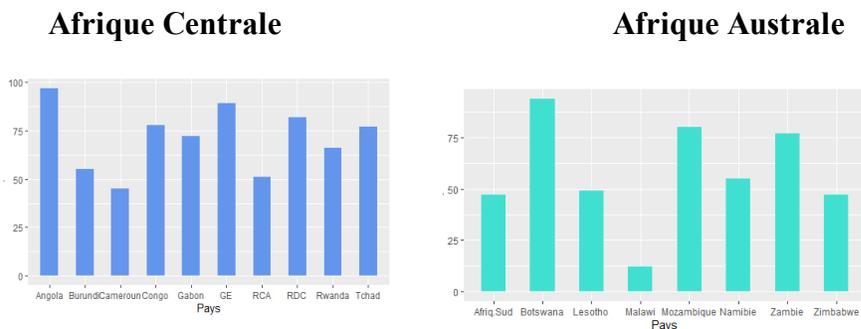
5.2. Interprétation des résultats

Les institutions en Afrique Subsaharienne ont des effets différenciés sur les flux entrants d'IDE d'une sous-région à une autre.

5.2.1. La qualité des institutions : un facteur non pertinent dans l'explication des flux entrants d'IDE en Afrique Centrale et Australe.

Deux raisons essentielles peuvent expliquer ce résultat : i) l'orientation sectorielle des flux entrants d'IDE et ii) le peu de connexion des secteurs récepteurs des IDE au reste de l'économie. En ce qui concerne l'orientation sectorielle des flux entrants d'IDE par exemple, ceux-ci sont en majorité orientés vers les secteurs extractifs ; secteurs tenus par les grandes Firmes Multinationales et dont les activités sont pour la plupart peu sensibles à la qualité des institutions d'autant plus qu'elles sont réalisées loin des centres urbains (exploitation pétrolière offshore, exploitation minière etc.). L'importance de ces flux en Afrique Centrale et Australe peut être mise en exergue par l'importance des exportations de ces secteurs en 2018 comme l'indiquent les deux graphiques ci-après.

Exportations des secteurs extractifs en pourcentage du total des exportations en 2018



Source : Auteur, extrait des statistiques de la CNUCED, 2018

Il ressort de ces deux graphiques que les pourcentages des exportations des secteurs extractifs des différents pays dans les deux sous-régions sont pour la plupart supérieurs à 50%. En Afrique Centrale, neuf (09) pays sur les dix (10) ont des pourcentages d'exportation des secteurs extractifs qui

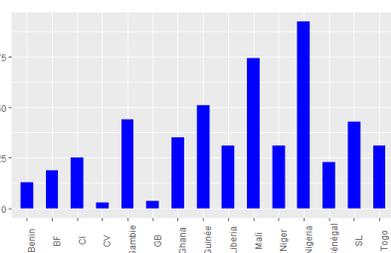
dépassent 50%. Pour l'ensemble de la sous-région, le pourcentage moyen est de 70,55%. Ce dynamisme à l'exportation desdits secteurs n'est que le reflet de celui des investissements directs étrangers qui y sont consentis. En Afrique Australe, quatre (04) pays sur les huit (08) ont des pourcentages d'exportation des secteurs extractifs qui dépassent 50%. La moyenne dans la sous-région est de 57,62%. Les résultats économétriques dont nous avons fait état plus haut pour les deux sous-régions sont en phase avec les statistiques sur la qualité des institutions. En effet, à l'exception de l'Afrique du Sud, du Botswana et de la Namibie où l'indice moyen de la qualité des institutions est positif mais inférieur à 1 pendant trois (03) années consécutives (2015, 2016 et 2017), cet indice est négatif dans le reste des pays des deux sous-régions.

5.2.2. La qualité des institutions : ferment important dans l'appréciation des facteurs explicatifs des flux entrants d'IDE en Afrique de l'Ouest et de l'Est.

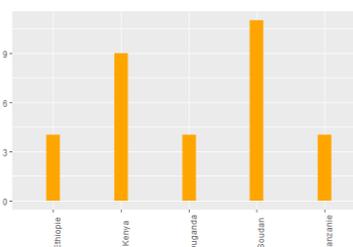
La raison majeure est le dynamisme de l'industrie et des services. Ce dynamisme peut être expliqué par la faiblesse des flux entrants d'investissements directs étrangers dans les secteurs extractifs. Comme nous venons de le faire en Afrique Centrale et Australe, cette faiblesse peut aussi être mise en exergue par la faiblesse des exportations desdits secteurs comme en témoignent les deux graphiques ci-après.

Exportations des secteurs extractifs en pourcentage du total des exportations en 2018

Afrique de l'Ouest



Afrique de l'Est



Source : Auteur, extrait des statistiques de la CNUCED, 2018.

Ces deux graphiques montrent que hormis la Guinée, le Mali et le Nigéria où les pourcentages des exportations des secteurs extractifs dépassent 50%, ceux des autres pays sont en deçà, et plus particulièrement en deçà de 15% pour les pays d'Afrique de l'Est. Les pourcentages moyens sont de 34,6% en Afrique de l'Ouest et 6,4% en Afrique de l'Est. Les flux entrants d'investissements directs étrangers dans ces deux sous-régions sont beaucoup plus orientés vers l'industrie et les services. Or les activités dans ces deux secteurs sont menées majoritairement dans les grands centres urbains où la qualité des institutions est prise en compte par les potentiels investisseurs étrangers.

6. Conclusion et implications de politique économique

Le faible niveau des flux entrants d'investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne demeure une préoccupation tant des dirigeants politiques que des chercheurs d'autant plus que de nombreux défis notamment en matière de développement restent à relever. Dans la littérature, deux grandes familles de facteurs (économiques et institutionnels) sont citées, sur lesquelles les firmes se basent quant à leur localisation (CNUCED, 1998).

De nos jours, le débat se focalise sur les facteurs institutionnels. Ainsi, de nombreuses stratégies ayant trait à ces facteurs sont mises en œuvre dans la majorité des pays d'Afrique Subsaharienne pour attirer ces financements extérieurs moins volatiles. L'objectif du présent article est d'analyser les effets de la qualité des institutions sur les flux entrants d'investissements directs étrangers dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

Les résultats obtenus montrent que les institutions ont des effets différenciés d'une sous-région à une autre. Les institutions n'ont pas d'effets sur les flux entrants d'IDE en Afrique Centrale et Australe, alors qu'en Afrique de l'Ouest et de l'Est, les institutions ont des effets sur les flux entrants d'IDE. Par ailleurs, les effets de débordement des flux entrants d'IDE d'un pays dans son voisinage captés par le coefficient d'interaction spatiale (ρ) sont positifs mais négligeables dans les quatre (04) sous-régions.

Les implications de politique économique peuvent se résumer en trois (03) points : i) la création d'un environnement institutionnel attrayant en Afrique Centrale et Australe ; ii) le renforcement du cadre institutionnel

actuel en Afrique de l'Ouest et de l'Est et iii) l'accélération du processus d'intégration économique dans toute l'Afrique Subsaharienne. A ce sujet, l'adhésion de ces pays à la zone de libre-échange continentale Africaine est une opportunité à saisir.

Références

- [1] Acemoglu, D., J. A. Robinson and S. Johnson (2001). « The colonial origins of comparative development: An empirical investigation. » *American economic review*, Vol. 91, n°5, p. 1369-1401.
- [2] Acemoglu D., Johnson S. et Robinson J.A. (2005) «Institutions as the Fundamental Cause of Long-run Growth», in Aghion et Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth*, Vol. 1 A. Amsterdam: NorthHolland: pp.385-472.
- [3] Adams et Opoku (2015) « Foreign direct investment, regulations and growth in sub-saharan Africa ». *Economic Analysis and Policy*, Vol.47, pp.48-56.
- [4] Alfaro, L. et al. (2005) « Capital Flows in a Globalized World : The Role of Policies and Institutions. » *Working Paper for the NBER Conference on International Capital Flows*.
- [5] Amin, S. (1974) « Accumulation on a World Scale: A Critique of the Theory of Underdevelopment New York ». *Monthly Review Press*
- [6] Anyanwu, J. C. (2012) « Why Does Foreign Direct Investment Go Where It Goes?: New Evidence From African Countries », *Annals of Economics and Finance*, 13(2), pp. 425– 462.
- [7] Asiedu, E. (2003) « *Foreign Direct Investment to Africa: The Role of Government Policy, Governance and Political Instability.* » Department of Economics, University of Kansas, 16p
- [8] Asiedu, E. (2001) « On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries : Is Africa Different » *World Development*, Vol. 30, N°1, pp. 107-119.

- [9] Asiedu, E. and A. Villamil (2000) « Discount Factors and Thresholds : Foreign Investment when Enforcement is Imperfect. » *Macroeconomic Dynamics*, Vol.4, N°1, pp.1-21.
- [10] Basu, A., Srinivasan, K. (2002). « Foreign Direct Investment in Africa – Some case studies », IMF working paper, wp/02/61
- [11] Beer, L. (1999) «Income Inequality and Transnational Corporate Penetration». *Journal of World Systems Research*, Vol.5, N°1, pp.1-25.
- [12] Buchanan, B. G., Le, Q. V. and Rishi, M. (2012) « Foreign direct investment and institutional quality: Some empirical evidence », *International Review of Financial Analysis*. Elsevier Inc., 21(24), pp. 81–89.
- [13] Busse, Matthias, et Carsten Hefeker (2007). « Political risk, institutions and foreign direct investment ». *European Journal of Political Economy* 23 (2) (Guin): 397-415.
- [14] Busse, M. 2003. « Democracy and FDI. », Hamburg Institute of International Economics, Discussion Paper, no 220
- [15] Daude et Stein (2007) « The quality of Institutions and Foreign Direct Investment », *Journal of International Economics*. Vol. 74, N°1, pp.94-119.
- [16] Drabek et Payne (2001) «The impact of transparency on foreign direct investment, », World Trade Organization —Economic Research and Analysis Division,
- [17] Dunning, J. H. (2004), « *Determinants of foreign direct investment: globalization-induced changes and the role of policies* ». In: Annual World Bank Conference on Development Economics, Europe 2003: toward pro-poor policies - aid, institutions, and globalization, 24-26 Jun 2003, Oslo, Norway, pp. 279-290.
- [18] Edison, H. (2003) « Qualité des Institutions et Résultats Economiques : Un lien vraiment étroit ? » *Finances et Développement*, Juin. pp. 35-37

- [19] Egger, P. et Winner, H.(2005) "How corruption influences foreign direct investment: A panel data study," *Economic development and cultural change* Vol. 54, n°2, pp. 459-486.
- [20] Elhorst, J. P. (2010.) « Applied spatial econometrics: raising the bar »
» *Spatial Economic Analysis* , Vol. 5, N°1, pp. 9–28.
- [21] Emery J.T., Spence M.T., Wells L.T. et Buehrer T.
(2000) « Administrative Barriers to Foreign Investment » Reducing Red Tape in Africa, FIAS Occasional Paper 14, 2000.
- [22] Gankou et al. (2016) « The Inst and the Link between Capital Flows and Capital Flight in Cameroon ». *African Development Review*, Vol 28, pp.65-87.
- [23] Glaeser, E. and al (2004) « Do institutions cause growth ? » *Journal of Economic Growth*, N°9, pp 271 – 303
- [24] Globerman, S. and Shapiro, D. (2003) « Global foreign direct investment flows: The role of governance infrastructure », *World Development*, 30(11), pp. 1899–1919.
- [25] Kaufmann, D., A. Kraay and P. Zoido-Lobaton.(1999) « Aggregating Governance Indicators.» *Policy Research Paper* 2195, The World Bank
- [26] Kentor, J. (1998) «The Long-Term Effects of Foreign Investment Dependence on Economic Growth, 1940-1990». *American Journal of Sociology*, Vol.103, N°4, pp.1024-1046
- [27] Kim, H. (2010) « Political Stability and Foreign Direct Investment». *Journal of Economics and Finance*. Vol. 2, N°3, pp.59-71.
- [28] Kinda, T. (2010). «Investment Climate and FDI in Developing Countries: Firm-Level Evidence». *World Development*, Vol.38, N°4, pp.498-513.

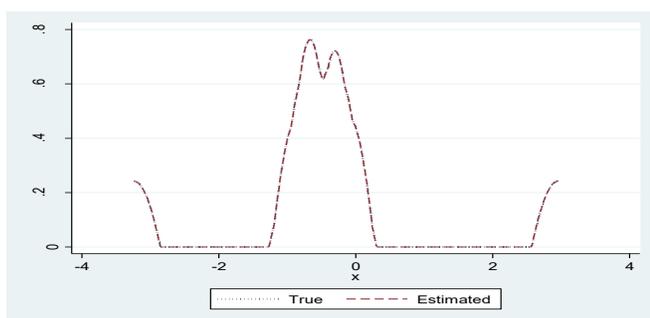
- [29] Kinoshita (2004) « Estimating the determinants of foreign direct investment inflows: how important are sampling and omitted variable biases? »
Bofit Discussion Papers from Bank of Finland, Institute for Economies in Transition
- [30] Kolstad, I. and Wiig, A. (2012) « What determines Chinese outward FDI? », *Journal of World Business*. Elsevier Inc., 47(1), pp. 26–34.
- [31] Lederman et al. (2010). Conséquences microéconomiques et causes macroéconomiques des investissements directs étrangers dans les économies de l'Afrique australe. La Banque mondiale.
- [32] Lipsey, R. E. and Sjöholm, F. (2010) « Foreign Direct Investment and Growth in East Asia: Lessons for Indonesia », *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 47(1), pp. 35–63.
- [33] Michalet, C. (1997). Stratégies des multinationales et concurrence pour les investissements directs étrangers : l'ouverture de l'Europe centrale et orientale. La Banque mondiale.
- [34] Morisset, J. (2000) « Foreign Direct Investment in Africa: Policies Also Matter. » *World Bank Policy Research Working Paper N° 2481*, pp.1-26. 31
- [35] Mucchielli, J.L (1998), *Multinationales et Mondialisation*, Edition du Seuil, France,
- [36] North Douglass C. (1994), « Economic Performance Through Time », *The American economic review*,. Vol. 8, N°3, pp. 359-368.
- [37] Rapports de la CNUCED 2016, 2017, 2018, 2019.
- [38] Singh H. and K. W. Jun. (1995) « Some New Evidence on Determinants of Foreign Direct Investment in Developing Countries. » *Policy Research Working Paper N° 1531*..
- [39] Smith P.M. (2001) « How do patent rights affect U.S exports, affiliates, sales, and licenses? », *Journal of International Economics*, 55, pp. 411-439.
- [40] Wang, Z. et Swain, N. (1995) « Les déterminants de l'investissement direct étranger dans les économies en transformation: preuves

empiriques de la Hongrie et de la Chine », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 131 (2), 359-382.

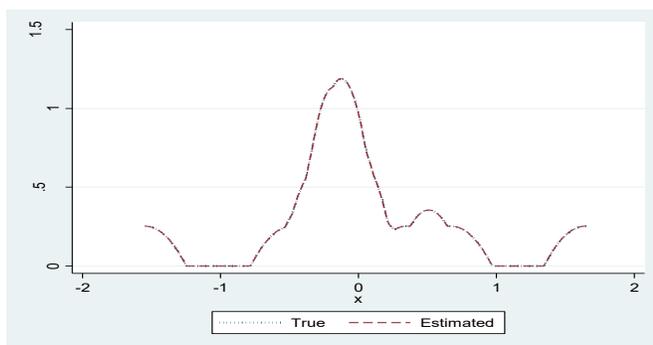
- [41] Yotopoulos P. A. (1966) «Economie analysis and economie policy». Edited by Pan A. Yotopoulos. Contributors: Arthur S. Goldberger and others. (Center of Planning and Economie Research). Training seminar series.

Annexes

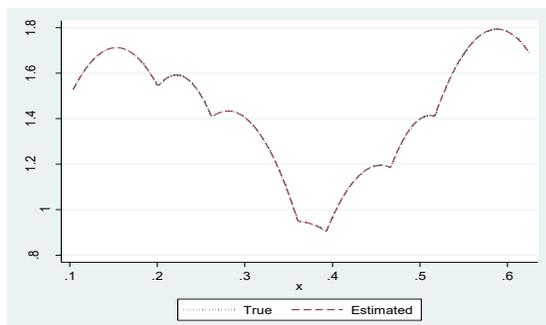
A.1. Post estimation pour l’Afrique Australe



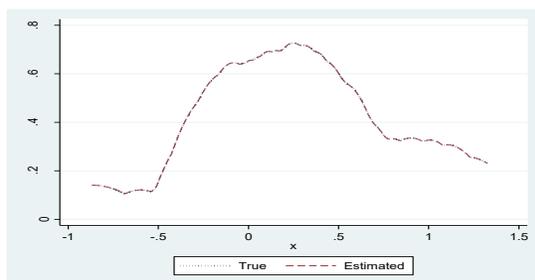
A.2. Post estimation pour l’Afrique Centrale



A.3. Post estimation pour l'Afrique de l'Est



A.4. Post estimation pour l'Afrique de l'Ouest



Source : Auteur, à partir des résultats obtenus sur Stata 14

A.5. Statistiques descriptives

Sous Régions		Afrique Australe		Afrique Centrale		Afrique Est		Afrique Ouest	
		Moy.	E-T	Moy.	E-T	Moy.	E-T	Moy.	E-T
		IDE	Ensemble	5,07	6,85	5,44	14,21	2,86	1,78
	Inter	-	3,89	-	6,10	-	1,05	-	5,16
	Intra	-	5,80	-	12,98	-	1,51	-	8,64
VR	Ensemble	-0,05	0,60	-1,21	0,32	-0,86	0,56	-0,38	0,62
	Inter	-	0,62	-	0,28	-	0,60	-	0,57
	Intra	-	0,16	-	0,19	-	0,17	-	0,27
SP	Ensemble	0,08	0,61	-1,02	0,86	-1,24	0,64	-0,49	0,84
	Inter	-	0,58	-	0,79	-	0,65	-	0,70
	Intra	-	0,27	-	0,43	-	0,26	-	0,50
EG	Ensemble	-0,25	0,59	-1,13	0,44	-0,70	0,33	-0,78	0,47
	Inter	-	0,59	-	0,39	-	0,33	-	0,45
	Intra	-	0,20	-	0,22	-	0,14	-	0,18

	Ensemble	-0,30	0,70	-1,05	0,44	-0,64	0,50	-0,62	0,41
QR	Inter	-	0,71	-	0,38	-	0,54	-	0,38
	Intra	-	0,21	-	0,25	-	0,10	-	0,18
	Ensemble	-0,24	0,62	-1,19	0,42	-0,75	0,40	-0,67	0,58
RL	Inter	-	0,64	-	0,37	-	0,40	-	0,56
	Intra	-	0,16	-	0,22	-	0,16	-	0,21
	Ensemble	-0,14	0,66	-1,09	0,46	-0,88	0,28	-0,62	0,53
CC	Inter	-	0,67	-	0,42	-	0,27	-	0,51
	Intra	-	0,20	-	0,21	-	0,14	-	0,18

Source : Auteur, à partir des résultats obtenus sur Stata 14

A.6. Résultats des différents tests de stationnarité des variables.

Tests	Afrique Australe			Afrique Centrale			Afrique de l'Est			Afrique de l'Ouest		
	LLC	IPS	Hadri	LLC	IPS	Hadri	LLC	IPS	Hadri	LLC	IPS	Hadri
IDE	I(0)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)
VR	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)	I(1)	I(1)	I(1)	I(2)	I(0)	I(0)	I(1)
SP	I(0)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)
EG	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)
QR	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)
RL	I(1)	I(1)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)
CC	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)
PIB_H	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(2)	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)	I(1)	I(1)
FBCF	I(0)	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)	I(1)	I(1)	I(1)	I(2)	I(0)	I(0)	I(1)
DO	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(0)	I(0)	I(1)

Source : Auteur, à partir des résultats obtenus sur Stata 14